

Analyse économique et historique des sociétés contemporaines

Copie d'un candidat

L'analyse est convaincante et bien illustrée. Les références théoriques sont pertinentes. Le devoir est très agréable à lire, bien structuré et bien équilibré.

* * *

La crise des banlieues qu'a traversée la France en 2005 tout comme les manifestations étudiantes du Printemps 2006 ne sont pas des événements isolés dans une Europe qui semble en proie à une crise de ses identités nationales. Le temps des passions nationalistes et du Gaullisme d'après-guerre qui avaient mené à la création de l'Etat-Providence et du «modèle social à la Française» est aujourd'hui révolu. Il semble plutôt que les Etats-Nations des pays occidentaux peinent à rassembler leurs membres autour d'une culture commune créatrice d'identité collective et d'intégration sociale.

Alors l'Etat-Nation est-il en crise ? Par Etat-Nation il faut ici comprendre non seulement l'Etat, en tant qu'institution détentrice du monopole de la violence légale et qui crée l'ordre social par la loi (Max Weber), l'instance de représentation de la communauté nationale, mais aussi tous les individus citoyens et les organisations qui composent cette dernière. En un mot l'Etat-Nation est non seulement corps politique mais aussi regroupement d'individus qui partagent la même «nationalité», et d'entreprises nationales localisées ou non sur le territoire intérieur. Parler de «crise» de l'Etat-Nation semble problématique au regard du lexique économique : faut-il voir dans ce terme une assimilation à la théorie des cycles où la crise est un «phénomène pathologique dans un processus physiologique normal» (Schumpeter), un point critique récurrent entre une phase d'expansion et une phase de dépression ? Ou bien faut-il plutôt voir dans cette notion de crise un phénomène durable qui annoncerait la fin de l'Etat-Nation ?

La question de la crise de l'Etat-Nation interroge donc non seulement sur la place des Etats nationaux dans les économies mondialisées, mais aussi sur les structures productrices de liens sociaux et économiques garantes du bon fonctionnement des sociétés.

Alors en quoi les changements économiques radicaux survenus depuis la fin des années soixante bousculent-ils la logique d'Etat-Nation qui avait prédominé jusqu'alors ? Peut-on mesurer cette crise de l'Etat-Nation et son impact sur le fonctionnement des sociétés occidentales ? Cette crise ouvre-t-elle la voie à l'émergence de nouvelles structures productrices d'identité ?

Dès 1944 Karl Polanyi a mis en avant le «désencastrement» des rapports économiques dans les rapports sociaux (La Grande Transformation) qui s'effectue depuis la

révolution industrielle. Aujourd'hui on peut même dire que les rapports sociaux sont encadrés dans les rapports économiques. Ainsi la mutation qui affecte toutes les économies développées depuis les années 60 à travers le processus de mondialisation touche de plein fouet les Etats-Nations pour trois raisons : tout d'abord l'internationalisation des économies affaiblit les structures nationales, ensuite la montée en puissance des acteurs transnationaux et notamment des firmes multinationales (FMN) rendent insuffisante toute action locale, enfin la naissance de l'Europe avec le Traité de Rome (1957) déplace de nombreuses prérogatives nationales à une échelle régionale.

La crise de l'Etat-Nation vient tout d'abord de son déficit d'autonomie. Depuis les accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1947 on observe une formidable libéralisation des économies (les Kennedy-rounds, Tokyo round et Uruguay round sont des étapes marquantes dans l'abolition des barrières aux échanges entre pays) : les frontières des Etats-Nations s'effacent peu à peu dans un triple processus de déréglementation, dérégulation, décloisonnement des marchés (les «3D» de la mondialisation d'Henri Bourguignat). Les marchés nationaux se transforment en marchés globaux unifiés des biens et services, et de l'argent. Les économies nationales deviennent dépendantes les unes des autres, et convergent majoritairement vers le modèle dominant du XXème siècle : les Etats-Unis. Face à la naissance de ce «village global» (Mac Luhan) qui rompt avec la relative fermeture d'avant-guerre, les Etats-Nations peinent à trouver leur place. Faut-il accepter cette convergence des économies et des modes de vie ? Il semble difficile aux instances nationales d'avoir une prise sur des phénomènes globaux, impossibles à maîtriser.

Cette crise de pouvoir national est d'autant plus accentuée par l'émergence d'acteurs transnationaux au poids déterminant : les FMN. Ce sont aujourd'hui ces entités qui décident des règles de l'économie. La chercheuse américaine Susan Sell a ainsi observé comment quelques grands cabinets d'audit internationaux (KPMG, Pricewaterhouse Coopers) ont réussi à influencer sur ce qui deviendra les normes comptables que toutes les entreprises européennes ont adopté depuis le 1er janvier 2005. Ces 77000 FMN et leurs 770000 filiales réparties dans le monde forment un vaste «réseau» que les Etats-Nations peinent à maîtriser. D'où la question : la gouvernance mondiale et la maîtrise de l'activité économique appartient-elle encore aux Etats-Nations ? Les crises financières des années 90 (au Brésil, Mexique) ont montré l'incapacité de l'Etat-Nation à avoir une prise sur ces phénomènes systémiques, ce qui pose la question de son rôle et son réel pouvoir.

En Europe cet affaiblissement des Etats-Nations est clairement affiché. Depuis 1957 se construit pas à pas l'Union Européenne, qui rassemble aujourd'hui 27 membres. Depuis 1999 l'Euro a remplacé les monnaies nationales de certains pays, créant ainsi une union économique et monétaire (forme d'intégration régionale la plus avancée selon Bela Balassa : les banques centrales nationales qui dirigeaient avant les économies nationales et restaient maître de la création monétaire ont été remplacées par la Banque Centrale Européenne. Cette perte du pouvoir économique national a été accentuée par le passage au système de changes flottants depuis 1973 : les Etats-Nations ne sont plus maîtres de leurs taux de change. Au plan politique les Etats-Nations Européens semblent aussi être en crise : ils sont unifiés au plan économique mais incapables de parler d'une seule voix, ce qui les met en contradiction.

Ainsi le nouveau contexte économique international bouscule les Etats-Nations dont la marge d'action autonome est sans cesse réduite, tant ils interagissent les uns avec les autres. Loin d'être une crise passagère ces bouleversements profonds affectent radicalement le fonctionnement des sociétés occidentales.

De quelle manière cette rupture s'opère-t-elle ? Il importe ici de voir en quoi les bouleversements des années 80 particulièrement entraînent l'Etat-Nation dans une impasse. La typologie de R. Musgrave distingue trois fonctions de l'Etat en tant qu'institution, qui éclairent les différents blocages actuels de l'Etat-Nation : la fonction de régulation, la fonction de répartition et la fonction d'allocation.

L'Etat-Nation connaît tout d'abord une crise pouvoir de régulation. En Europe le Pacte de stabilité limite les marges de manœuvre de politique budgétaire (en contraignant les pays à ne pas dépasser un montant de dette publique supérieure à 60 % du PIB et un déficit budgétaire supérieur à 3 %). De plus la contrainte extérieure qui pèse sur les économies rend obsolète cet événement de politique économique. Depuis 1979, avec le Sommet de Tokyo les pays se sont accordés sur la priorité à la lutte contre l'inflation : les politiques de règles et de crédibilité (Kydland et Prescott) sont aujourd'hui la priorité de la Banque Centrale Européenne, limitant ainsi toute possibilité de politique monétaire. Ce nouveau paradigme rompt avec les politiques keynésiennes de stop and go, ainsi que les dévaluations nombreuses (en 52-58 notamment puis 76-82-84-86 en France) qui avaient permis aux Etats-Unis de soutenir leur économie jusqu'aux années 80. Si l'on veut penser une régulation de l'économie aujourd'hui, elle n'appartient plus aux Etats-Unis mais à des instances transnationales.

Le rôle de répartition des revenus traditionnellement attaché aux Etats-Unis depuis l'élan du rapport Beveridge de 1942 et la montée des Etats-Providences pose lui aussi problème. Dans son ouvrage la nouvelle question sociale Robert Castel a mis en avant le renversement qui s'opère dans la consolidation du statut des individus. Depuis 1972 date de la mensualisation des salariés, l'Etat n'a cessé de déconstruire toute la protection qu'il avait mise en place depuis 1945 pour répondre aux exigences de la «Nouvelle Economie» (2001, Philippe Askenazy). A cela s'ajoute une triple crise de l'Etat Providence pour reprendre le titre d'un ouvrage de Pierre Rosanvallon : une crise de financement, une crise d'identité et une crise de légitimité. Il semble donc que l'Etat-Nation cherche aujourd'hui à se désengager de son rôle de répartition, afin de laisser faire le marché et la «main invisible» garante d'efficacité. Un exemple de problème majeur dans le rôle de répartition de l'Etat est aujourd'hui celui des retraites. A la différence des Etats-Unis la France a préféré un modèle de retraites par répartition qui pèse aujourd'hui lourd sur les comptes de la nation et ne vient qu'aggraver la crise de l'Etat.

Enfin la fonction d'allocataire des ressources est elle aussi menacée au niveau national. Assimilée souvent aux trois devoirs du souverain, le seul rôle de l'Etat défendu par les auteurs classiques (la défense, la justice et les infrastructures), elle se heurte pourtant elle aussi à des difficultés de mise en pratique nationale. Un bon exemple peut être pris à travers la gestion des externalités négatives prônées par l'école de Cambridge. En situation d'économie de marché il appartient à l'Etat de suppléer aux défaillances de marché (Market failures) notamment en établissant des règles qui, par exemple, obligent les entreprises à internaliser les effets externes (Meade) négatifs qu'elles produisent et qui sont un coût pour l'ensemble de la société. Dans le contexte économique actuel il est impossible que ces règles soient fixées de façon indépendante selon les Etats : ainsi la gestion de la pollution par le protocole de Kyoto et la création d'un marché des droits à polluer serait impensable à l'échelle nationale car les entreprises contourneraient les réglementations en mettant en concurrence les Etats-Nations. De même les théoriciens de la croissance endogène (Barro, Romer, Lucas) ont montré l'importance de l'intervention de l'Etat pour stimuler la croissance en favorisant l'éducation, le capital humain (Gary Becker) de ses citoyens et en stimulant la recherche et développement. Mais il s'avère que tous les modèles éducatifs nationaux ne se valent pas : les universités américaines restent le modèle vers lequel cherchent désormais à tendre beaucoup de pays européens ; or ces universités sont totalement privées, ce qui rend obsolète le rôle de l'Etat-Nation et le met dans une situation de crise : l'efficacité du système voudrait qu'il se retire, mais cela menace la

mission de l'école comme instance de socialisation et de créatrice de normes communes qui unissent les individus et garantissent la cohérence sociale.

On le voit l'Etat-Nation semble aujourd'hui ne plus être à la mesure des enjeux tant économiques, éducatifs, environnementaux qui traversent les sociétés occidentales et particulièrement les sociétés européennes. Incapable de réguler correctement les structures socio-économiques dans une perspective à la fois de court et long terme (comme le préconisait Philippe Delmas dans Le maître des Horloges), il laisse les classes moyennes «à la dérive» (Louis Chauvel) ce qui menace la stabilité sociale.

Il est alors intéressant de s'interroger sur la nature de cette crise : durable et irréversible, ouvre-t-elle la voie à une mutation de l'Etat-Nation ? En d'autres termes cette crise de l'Etat-Nation menace-t-elle de la même manière tous les pays, et permet-elle à d'autres instances supranationales d'apparaître ?

Bien que généralisée, cette crise de l'Etat-Nation affecte différemment les différents modèles capitalistes qui se sont mis en place au XXème siècle. Gosta E. Andersen distingue trois types de modèles nationaux en Europe : le modèle corporatiste (en Allemagne), le modèle libéral (en Angleterre) et le modèle social-démocrate (en Suède). Différents dans leur essence, les Etats-Nations ne sont pas menacés de la même façon : dans son livre Capitalisme contre capitalisme Michel Albert a montré la supériorité du modèle libéral anglo-saxon sur le modèle rhéno-nippon, beaucoup plus adapté au fonctionnement concurrentiel des économies.

De plus ces identités nationales différentes peuvent parfois s'estomper au profit d'identités régionales communes. C'est ainsi que dans son livre Les cinq capitalismes Bruno Amable établit une typologie englobant des espaces beaucoup plus larges comme le modèle méditerranéen (fondé sur la famille) ou le modèle asiatique (fondé sur la loyauté à la firme). Ainsi cette perte d'influence des Etats-Nations, qui les met en crise, se fait au profit d'un accroissement de l'influence des espaces régionaux, qui paraissent plus aptes à créer une unité et réguler la société. Naissent ainsi des zones régionales, telle l'Union Européenne, la Zone Asie Pacifique, ou la Zone créée par l'Aléna, accord entre le Canada, le Mexique et les Etats-Unis.

Pour autant cette montée des régions supplée-t-elle réellement le vide laissé par la crise de l'Etat-Nation ? En Europe, les Etats sont clairement dans un entre-deux. Ils disposent d'une monnaie régionale sans politique économique régionale, sans instance politique à la mesure de leurs ambitions économiques. De plus les domaines sociaux sont très peu couverts par des actes européens, qui restent surtout des chartes comme en 1988 la Charte sur les droits sociaux fondamentaux des travailleurs, mais qui en pratique ne compensent pas les déficits nationaux.

La crise de l'Etat-Nation ne semble donc pas être relayée par une coordination internationale efficace entre les Etats. L'exemple de l'Europe est révélateur de cet entre-deux dans lequel se trouvent beaucoup d'Etats-Nations.

Ainsi depuis les années 80 l'Etat-Nation connaît une crise croissante venant d'une perte progressive de ses moyens d'actions sur l'économie et de la régulation de la société. Les instruments dont il dispose actuellement ne permettent pas de pallier les enjeux actuels de la mondialisation en termes d'éducation, de gestion de l'emploi, de garantie de la sécurité face aux

risques systémiques croissants dans le domaine financier notamment. La nécessité d'instances supranationales est certes une évidence si l'on veut avoir une prise sur les structures qui gouvernent actuellement les sociétés occidentales, et la montée en puissance du rôle des régions, et notamment de l'Europe, montre bien que nous sommes entrés dans une nouvelle ère concernant les rapports socio-économiques entre les individus. La question est donc maintenant comment concilier la prédominance de l'identité nationale qui règne dans les esprits avec la mondialisation ?